



CHAPITRE 67

CHAPTER 67

Loi modifiant la charte de la cité de Sherbrooke

An Act to amend the charter of the city of Sherbrooke

[Sanctionnée le 30 janvier 1953]

[Assented to, the 30th of January, 1953]

Préambule.

ATTENDU que la cité de Sherbrooke, par sa pétition, a représenté qu'il est dans l'intérêt de la cité et qu'il est nécessaire pour la bonne administration de ses affaires, que sa charte, la loi 1 George VI, chapitre 105, modifiée par les lois 2 George VI, chapitre 110; 3 George VI, chapitre 108; 4 George VI, chapitre 84; 6 George VI, chapitre 77; 9 George VI, chapitre 76; 10 George VI, chapitre 60; 11 George VI, chapitre 85; 12 George VI, chapitre 55; 14 George VI, chapitre 86; 14-15 George VI, chapitre 75 et 15-16 George VI, chapitre 70, soit de nouveau modifiée aux fins de lui donner de plus amples pouvoirs; et

Attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 9 de la loi 10 George VI, chapitre 60 est remplacé par le suivant:

"9. Sur requête signée par les propriétaires représentant au moins les deux tiers des terrains longeant une rue ou une ruelle ou sur la garantie signée par les propriétaires conformément aux dispositions des règlements numéros 434, 547 et 585 de la cité, lesquelles demandes devront être

1946,
c. 60,
a. 9,
rempl.

Travaux
d'égout,
etc., sur
requête.

WHEREAS the city of Sherbrooke has, by its petition, represented that it is in the interest of the city and necessary for the proper administration of its affairs that its charter, the act 1 George VI, chapter 105, as amended by the acts 2 George VI, chapter 110; 3 George VI, chapter 108; 4 George VI chapter 84; 6 George VI, chapter 77; 9 George VI, chapter 76; 10 George VI, chapter 60; 11 George VI, chapter 85; 12 George VI, chapter 55; 14 George VI, chapter 86; 14-15 George VI, chapter 75 and 15-16 George VI, chapter 70, be again amended, to give it more ample powers; and

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 9 of the act 10 George VI, chapter 60 is replaced by the following:

"9. Upon petition signed by the proprietors representing at least two-thirds of the land bordering on a street or lane or upon the guarantee signed by the proprietors in conformity with the provisions of by-laws numbers 434, 547 and 585 of the city, which said requests shall be approved

Preamble.

1946,
c. 60,
s. 9, re-
placed.

Under-
ground
works
upon
petition.

approuvées par la Commission municipale de Québec, la cité pourra faire sur sa propriété tous les travaux souterrains d'égouts, d'aqueduc et de gaz, et emprunter, au besoin, les sommes d'argent nécessaires à ces fins.

Lots angulaires. Pour le calcul des deux tiers des propriétés longeant une rue ou une ruelle, comme susdit, la partie exemptée des lots angulaires n'a pas d'effet à l'encontre de cette requête.

Coût et paiement. Le coût de ces travaux et l'intérêt sur l'emprunt fait pour leur paiement ainsi que le coût et les déboursés encourus en ce cas, pour la préparation des règlements et la négociation des emprunts, sont défrayés conformément aux règlements de la cité et aux termes de l'article 583 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233).

Emprunt. A cette fin, la cité est autorisée à emprunter tout l'argent nécessaire pour payer ces travaux, mais le montant ne doit pas excéder cent mille dollars par année.

Termes des emprunts. Les termes de chacun de ces emprunts ne doivent pas excéder celui d'une cotisation spéciale prélevée pour les travaux qui font l'objet de cet emprunt, et l'intérêt ne doit pas excéder cinq pour cent par année.

Règlements. Ces emprunts doivent être ordonnés par règlements du conseil de la cité, mais sans être soumis à l'approbation des contribuables, comme l'exigent les articles 581 et suivants de ladite Loi des cités et villes, mais ils doivent être approuvés par la Commission municipale de Québec et par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Émission d'obligations. Ils doivent être faits au moyen d'une émission d'obligations (*debentures*) ou d'actions enregistrées, émises conformément aux dispositions de la charte de la cité, ou, à défaut de dispositions à ce sujet dans la charte, conformément aux dispositions de la Loi des cités et villes.

Contenu du règlement d'emprunt. Tout règlement ordonnant un semblable emprunt doit, dans chaque cas, spécifier clairement l'objet de cet emprunt, et aucun règlement de cette nature n'est adopté par le conseil de la cité, sans qu'il n'ait obtenu de l'ingénieur de la cité une

by the Quebec Municipal Commission, the city is authorized to execute on its property all underground works for sewers, aqueduct and gas, and to borrow, as may be necessary, the amounts for such purposes.

In calculating the two-thirds of the property bordering a street or lane, as above, the exempted part of corner lots shall not operate against such petition.

The cost of these works and the interest on the loan contracted for the payment thereof, as well as the costs and disbursements incurred in such case, for the preparation of the by-laws and the negotiation of the loans, shall be paid in conformity with the by-laws of the city and under the terms of section 583 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233).

And for this purpose, the city is authorized to borrow all the necessary money to pay for these works but the amount shall not exceed one hundred thousand dollars per annum.

The terms of each of such loans shall not exceed that of a special assessment made for the works for which such loan is made; and the interest shall not exceed five per cent per annum.

These loans shall be ordered by by-laws of the city council but without being submitted to the ratepayers for approval, as required by sections 581 and following of the said Cities and Towns Act, but they must be approved by the Québec Municipal Commission and by the Lieutenant-Governor in Council.

They shall be made by means of an issue of debentures or registered stock issued in accordance with the provisions of the city charter, or, in default of provision on the subject in the charter, in accordance with the provisions of the Cities and Towns Act.

Any by-law ordering such loan shall, in each case, clearly specify the object of such loan, and no by-law of this nature shall be adopted by the city council without having obtained from the city engineer a written declaration on his oath of office,

Corner lots.

Cost and payment.

Borrowing.

Terms of loans.

By-laws.

Issue of debentures.

Contents of loan by-law.

déclaration écrite, sous son serment d'office, attestant le coût total des travaux nécessitant tel emprunt, et que les travaux ont été complètement exécutés.

Fonds
d'amor-
tissement.

La cotisation spéciale, prélevée sur les propriétaires intéressés pour les travaux permanents faits en vertu du présent article, constitue un fonds d'amortissement qui doit être exclusivement appliqué au paiement de l'intérêt sur les obligations ou les actions enregistrées, émises pour le paiement de ces travaux, et au rachat de ces obligations et de ces actions enregistrées, à leur échéance, et ces intérêts et fonds d'amortissement resteront néanmoins une charge sur le fonds général de la cité.

Emprunt
aux bai-
ques.

La cité est autorisée à emprunter d'une banque les deniers nécessaires à l'exécution de ces travaux. Cet emprunt doit être remboursé à la banque avec le produit de la vente desdites obligations ou actions enregistrées.

Délai.

Ces emprunts et la négociation de ces bons ou obligations doivent être faits dans l'année suivant le parachèvement de ces travaux, à moins d'une autorisation de la Commission municipale de Québec à ce contraire."

Emprunt
autorisé.

2. Durant les prochains trois ans, la cité est autorisée à emprunter annuellement un montant maximum de deux cent mille dollars, au moyen d'obligations, sans être tenue aux formalités requises pour l'approbation des règlements d'emprunts par les propriétaires, aux fins de payer le coût d'améliorations et de réparations urgentes et nécessaires aux réseaux de transmission et de distribution d'énergie électrique de la municipalité.

S.R.,
c. 233,
a. 197a,
aj. pour
la cité.

3. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la cité, en ajoutant après l'article 197 le suivant:

Bureau
provi-
soire.

"197a. 1. Hors les bureaux ordinaires de scrutin, un bureau provisoire sera établi par l'officier rapporteur, à l'endroit choisi par lui.

Avis.

2. L'officier rapporteur doit, aussitôt après la présentation des candidats, pu-

attesting to the total cost of the works for which such loan is required, and that the works have been entirely executed.

The special assessment collected from the interested proprietors for the permanent works made under this section, shall constitute a sinking-fund to be applied exclusively to paying the interest on the debentures or registered stock issued for the payment of these works, and to redeem such debentures and registered stock at maturity, which said interest and sinking-fund shall nevertheless remain a charge against the general funds of the city.

Sinking-
fund.

The city is authorized to borrow from the bank the necessary money for the execution of these works. Such loan shall be reimbursed to the bank with the proceeds of the sale of the said debentures or registered stock.

Loan from
bank.

These loans and the negociation of these bonds or debentures shall be made within the year following the completion of the works, unless otherwise authorized by the Quebec Municipal Commission."

Delay.

2. For the next three years, the city is authorized to borrow annually a maximum amount of two hundred thousand dollars, by means of bonds, without being subject to the formalities required for the approval of loan by-laws by the property owners, for the purpose of paying the cost of urgent and necessary improvements or repairs to the electric power transmission and distribution system of the municipality.

Loan au-
thorized.

3. The Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding after section 197, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 197a,
added for
city.

"197a. 1. Besides the ordinary polling-stations a provisional station shall be established by the returning-officer at a place chosen by him.

Provi-
sional
station.

2. The returning-officer shall, immediately after the nomination of candidates,

Notice.

blier un avis public, dont une copie sera affichée dans le vestibule de l'Hôtel de Ville, faisant connaître:

a) Le lieu où le bureau provisoire de scrutin sera établi;

b) Le jour et les heures pendant lesquelles ce bureau provisoire sera ouvert pour la votation;

c) Le jour et l'heure pendant laquelle on pourra se procurer, au bureau du secrétaire de l'élection, le certificat requis pour voter à ce bureau provisoire de scrutin;

3. Dès le lendemain de la présentation des candidats, le président d'élection doit fournir à chaque candidat une liste indiquant les nom, prénoms, profession ou métier et adresse du président et du secrétaire du scrutin qu'il a nommé pour tenir le bureau spécial de scrutin, ainsi que le nom ou numéro du bureau spécial de scrutin où chacun doit agir.

Liste des
officiers
du scrutin.

Nomina-
tion.

Le président et le secrétaire de scrutin du bureau spécial de scrutin sont nommés de la même façon que les présidents et les secrétaires de scrutin des bureaux ordinaires.

Liste des
officiers
du bureau
spécial.

4. Le président de l'élection doit afficher dans son bureau une liste indiquant les nom, prénoms, profession ou métier et adresse du président et du secrétaire du bureau spécial de scrutin, ainsi que le nom ou numéro du bureau spécial de scrutin où chacun doit agir, en même temps et de la même façon que la liste des présidents et secrétaires des bureaux ordinaires.

Heures
d'ouver-
ture.

5. Le bureau provisoire de scrutin sera ouvert à deux heures de l'après-midi et restera ouvert jusqu'à dix heures, le soir du jour non férié précédant immédiatement le jour fixé pour le scrutin général.

Votes.

Pendant ces heures, le président du bureau spécial de scrutin doit recevoir, dans le bureau et de la manière ci-après prescrite, les votes des électeurs qui ont droit de voter à ce bureau.

Pancarte.

6. Avant l'ouverture du bureau spécial de scrutin, le président du scrutin doit faire afficher à l'extérieur du bâtiment où ce

publish a public notice of which a copy shall be posted in the vestibule of the City Hall setting forth:

a. The place where the provisional polling-station will be located;

b. The day and hours during which such provisional polling-station will be open for voting;

c. The day and hour during which the certificates required to vote at such provisional polling-station may be procured at the office of the election clerk.

3. On the day immediately following the nomination of candidates, the returning-officer must furnish each candidate with a list giving the surnames, Christian names, profession or calling and address of the deputy returning-officer and poll-clerk whom he has appointed to keep the special polling-station, as well as the name or number of the special polling-station at which each is to act.

List of
election
officers

The deputy returning-officer and the poll-clerk of the special polling-station shall be appointed in the same manner as the deputy returning-officers and poll-clerks of ordinary polling-stations.

Appoint-
ment.

4. The returning-officer shall post up in his office a list giving the surname, Christian names, profession or calling and address of the deputy returning-officer and poll-clerk of the special polling-station, as well as the name or number of the special polling-station at which each is to act, at the same time and in the same manner as the list of deputy returning-officers and poll-clerks for the ordinary polling-stations.

List of
officers of
special
station.

5. The provisional polling-station shall be opened at two o'clock in the afternoon and shall remain open until ten o'clock in the evening of the day, which is not a holiday, immediately preceding the general polling date.

Opening
hours.

During such hours, the deputy returning-officer of the special polling-station shall receive in the polling-station, in the manner hereinafter prescribed, the votes of the electors entitled to vote at such polling-station.

Votes.

6. Before opening the special polling-station, the deputy returning-officer shall cause to be posted up outside the building

Placard.

bureau est établi, près de la porte qui y conduit, une pancarte portant, en caractères qui attirent la vue, les mots *Bureau spécial de scrutin* — *Special Poll*, en même temps que des instructions et avis aux électeurs.

Enlèvement

Cette pancarte et ces instructions et avis aux électeurs seront enlevés à la fermeture du bureau spécial de scrutin.

Personnes admises à voter.

7. Sont seuls admis à voter dans un bureau spécial de scrutin les employés de chemin de fer, des postes et des messageries, les navigateurs, les voyageurs de commerce, ainsi que tous autres employés que leurs occupations habituelles obligent à s'absenter du lieu de leur domicile, qui ont raison de croire que leurs occupations ordinaires, le jour fixé pour le scrutin général, les obligeront à s'absenter de la cité où ils ont leur domicile et les empêcheront, en conséquence, de voter à l'élection en cours, et qui se conforment aux prescriptions ci-après.

Devoirs des officiers d'élection.

8. L'officier rapporteur ou le secrétaire d'élection devra se tenir au bureau de l'officier-rapporteur à partir d'une heure de l'après-midi jusqu'à dix heures du soir, le jour de la tenue du bureau provisoire de scrutin, et délivrer gratuitement un certificat suivant la formule ci-dessous, à tout employé mentionné au paragraphe 7 et dont le nom apparaît sur la liste électorale en vigueur dans la cité, qui en fait la demande personnellement, qui établit son identité au moyen d'un certificat lui permettant d'obtenir des billets de chemin de fer ou autres gratuits ou à taux réduits et qui a apposé sa signature ordinaire sur ce certificat en présence de l'officier-rapporteur qui est appelé à le signer et à le délivrer."

where such polling station is established, near the entrance door, a placard bearing, in conspicuous type, the words: *Bureau spécial de scrutin* — *Special Poll*, and also the instructions and notice to electors.

This placard and the instructions and notice to electors shall be removed at the closing of the special polling-station.

Removal.

7. The only persons permitted to vote at a special polling-station are railway, post-office or express company employees, navigators, commercial travellers and all other employees whose ordinary employment obliges them to absent themselves from the place of their domicile, who have reason to believe that their ordinary employment will, on the general polling-day, necessitate their absence from the city in which they have their domicile and so prevent them from voting at the then election, and who shall comply with the following provisions.

Persons permitted to vote.

8. The returning-officer or the election clerk must remain at the office of the returning-officer from one o'clock in the afternoon until ten o'clock at night of the day for holding the provisional polling-station, and shall deliver free of charge a certificate in the following form, to any employee mentioned in subsection 7 whose name appears on the electoral list in force in the city, who applies for it in person and establishes his identity by means of a certificate permitting him to obtain railway or other tickets free or at reduced rates and who has affixed his ordinary signature to the certificate in the presence of the returning-officer who is bound to sign and deliver it."

Duties of election officers.

Formule de certificat

"Je, soussigné, président (ou secrétaire) d'élection du district électoral de _____, certifie par les présentes:

1° Que (*indiquer les nom, prénoms, profession ou métier, domicile, adresse et âge de l'employé, tels qu'ils apparaissent sur la liste électorale*) est un électeur dont le nom se trouve sur la liste électorale de la section de vote N° _____ de la cité de Sher-

Form of Certificate

"I, the undersigned, returning-officer (or election-clerk) of the electoral district of _____, hereby certify:

1. That (*indicate the surname, Christian names, occupation or calling, domicile, address and age of the employee, as they appear on the electoral list*) is an elector whose name is on the electoral list of polling-subdivision No. _____

brooke qui doit servir à l'élection en cours dans ledit district;

2° Que, ledit électeur s'étant lui-même présenté devant moi ce 19 jour de 19 et m'ayant demandé personnellement un certificat lui permettant de voter à l'élection en cours avant le jour fixé pour le scrutin général, je me suis assuré qu'il avait droit à ce certificat en vertu du paragraphe 7 de l'article 197a de la Loi des cités et villes, édicté pour la cité et j'ai, en conséquence, signé et émis le présent certificat après qu'il y eut apposé sa signature ordinaire en ma présence.

.....
(signature de l'électeur.)

.....
(signature de l'officier d'élection)."

S.R.,
c. 233,
a. 401,
rempl.
pour la
cité.

4. L'article 401 de la Loi des cités et villes, remplacé, pour la cité, par l'article 15 de la loi 14 George VI, chapitre 86, est de nouveau remplacé, pour la cité, par le suivant:

Extrait
des listes.

"401. Le greffier de la cité dressera ou fera dresser pour chaque quartier, un extrait des listes alors en vigueur des électeurs municipaux indiquant tous les noms des propriétaires d'immeubles imposables inscrits sur lesdites listes et habiles à voter dans ce quartier, mais aucun nom ne devra être inscrit sur plus d'une liste; après le nom de chaque électeur devra être entré le montant de l'évaluation de toutes les propriétés immobilières taxables lui appartenant et apparaissant au rôle d'évaluation en vigueur, et le greffier devra en certifier l'exactitude. Ces extraits, ainsi certifiés comme susdit, constitueront la liste des votants ou électeurs pour chaque quartier et pour toutes fins requises se rapportant à ce vote.

Usage.

La liste ainsi certifiée servira pour la votation sur tout règlement d'emprunt durant les douze mois qui suivront sa confection.

Certificat.

Toute personne devenue propriétaire après la confection de cette liste, pourra

of the city of Sherbrooke in use for the pending election in the said district;

2. That, the said elector having presented himself before me this 19 day of 19

and having personally asked me for a certificate enabling him to vote at this election before the day fixed for general polling, I satisfied myself that he was entitled to such certificate in virtue of subsection 7 of section 197a of the Cities and Towns Act enacted for the city, and I have, accordingly, signed and issued this certificate after he had affixed his ordinary signature thereto in my presence.

.....
Signature of elector.

.....
Signature of Election officer."

4. Section 401 of the Cities and Towns Act, replaced, for the city, by section 15 of the act 14 George VI, chapter 86, is again replaced, for the city, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 401,
is replaced
for city.

"401. The clerk of the city shall make or cause to be made, for each ward, an extract from the municipal voters' list then in force, showing all the names of owners of taxable real estate inscribed on the said list and entitled to vote in such ward; but no name shall be entered in more than one list; after the name of every voter shall be entered the amount of the valuation of all the taxable real estate belonging to him and appearing on the valuation roll in force, and the clerk shall certify the correctness of the same. Such extracts, certified by him as aforesaid, shall constitute the voters' or electors' list for each ward, for all purposes required in connection with such vote.

Extracts
of lists.

The list so certified shall serve for voting on any loan by-law during the twelve months following its completion. Use.

Any person who became a property owner after the making of such list, may vote

Certifi-
cate.

voter tout comme si elle y était inscrite jusqu'à la confection d'une nouvelle liste, sur présentation d'un certificat de l'officier-rapporteur, à l'effet qu'elle apparait comme propriétaire au rôle d'évaluation en vigueur."

S.R.,
c. 233,
a. 429a,
aj. pour
la cité.

5. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la cité, en ajoutant après l'article 429, le suivant:

Billet
d'assigna-
tion.

"429a. Dans les cas de contraventions aux règlements municipaux relatifs à la circulation et à la sécurité publique, l'agent de la paix constatant cette infraction peut remplir, sur les lieux mêmes où ladite infraction a été commise, un billet d'assignation indiquant la nature de l'infraction, et remettre au conducteur dudit véhicule, une copie de ce billet et en apporter l'original au département de la police de la cité.

Plainte.

Les dispositions qui précèdent n'empêcheront pas l'agent de la paix, s'il le juge à propos, de porter une plainte ou de faire émettre une sommation suivant la loi.

Paiement
pour
éviter
plainte.

Toute personne en possession de cet avis peut éviter qu'une plainte ne soit faite contre elle, en se présentant au département de la police de la cité, et en y payant une somme de deux dollars comme amende. Le paiement de ladite amende, et le reçu qui lui est donné par le caissier du département en question, libèrent ladite personne de toute autre pénalité relativement à l'infraction par elle commise.

Plainte.

Si la personne en possession de cet avis refuse ou néglige de s'y conformer dans le délai qui y est mentionné, l'agent de la paix peut porter contre elle une plainte conformément à la loi.

Percep-
tion vali-
dée.

Les sommes déjà perçues comme amendes par la cité, suivant ce mode de perception des amendes, sont déclarées avoir été légalement perçues et la cité est autorisée à les retenir."

S.R.,
c. 233,
a. 473,
am. pour
la cité.
Organisa-
tions spor-
tives.

6. L'article 473 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la cité, en ajoutant après le paragraphe 9°, le suivant:

9°a Pour aider par tous les moyens jugés convenables, aux organisations spor-

as if he were entered thereon until a new list is made, upon presentation of a certificate from the returning-officer attesting that he is entered as a property owner on the valuation roll in force."

5. The Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding after section 429, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 429a,
added for
city.

"429a. In cases of violation of the municipal by-laws relating to traffic, and public safety, the police officer to whom notice of such infraction has come may fill out, at the place where such infraction has been committed, a notice of summons stating the nature of the infraction, and shall deliver to the driver of the vehicle a copy of such notice and bring the original thereof to the police department of the city.

Notice of
summon.

The preceding provisions shall not prevent the police officer, if he deems it expedient, from lodging a complaint or causing the issue of a summons according to law.

Com-
plaint.

Any person in possession of such notice may avoid the lodging of a complaint against him, by presenting himself at the city police department and by paying thereat a sum of two dollars as fine. The payment of the said fine and the receipt given to him by the cashier of the said department shall free the said person from any other penalty in connection with the infraction committed by him.

Payment
to avoid
com-
plaint.

If the person in possession of such notice refuses or fails to conform thereto within the delay therein mentioned the police officer may lodge a complaint against him, according to law.

Com-
plaint.

The sums already collected as fines by the city according to this mode of collection of fines are declared to have been legally collected and the city is authorized to retain the same."

Collection
ratified.

6. Section 473 of the Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding after paragraph 9, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 473,
am. for
city.
Sporting
organiza-
tions.

"9a. To assist sporting organizations in the municipality by any means deemed

tives dans la municipalité, ces dons ne devront cependant pas excéder la somme de six mille dollars annuellement; les dons accordés à date, sous forme d'octrois, dans le but d'aider telles organisations sont déclarés valides et légalement faits."

1937,
c. 105,
a. 92,
remp.

7. L'article 92 de la loi 1 George VI, chapitre 105, remplacé, pour la cité, par l'article 13 de la loi 14 George VI, chapitre 86, est de nouveau remplacé par le suivant:

Cotisa-
tion.

"92. En sus de ses pouvoirs actuels, la cité pourra cotiser les propriétés et les propriétaires de terrains pour tous les travaux mentionnés dans les paragraphes 1^o et 3^o de l'article 429 de la Loi des cités et villes, pour la moitié du coût des travaux effectués en bordure desdits immeubles, y compris les murs de soutènement dont le coût sera payé moitié par la cité et moitié par les propriétaires dont les propriétés sont situées sur la rue où a été construit le mur de soutènement; si un immeuble est borné sur plus d'un côté par une rue, ruelle ou place publique et que des trottoirs ou des murs sont construits sur chacune de ces rues, ruelle ou place publique, le propriétaire devra payer tel que ci-dessus pour le coût desdits travaux sur chacune desdites rue, ruelle ou place publique."

Cotisa-
tions va-
lidées.

8. Les cotisations d'immeubles et la perception des taxes effectuées par la cité de Sherbrooke, pour les travaux ci-dessus mentionnés depuis 1950 et spécialement en vertu des règlements 677 et 718 sont ratifiées et validées.

1951-52,
c. 70,
a. 5,
remp.
Disposi-
tions ap-
plicables.

9. L'article 5 de la loi 15-16 George VI, chapitre 70 est remplacé par le suivant:

"5. Les articles 50 et suivants du Code municipal concernant le partage de l'actif et du passif, s'appliquent à l'annexion décrite par la loi 14-15 George VI, chapitre 75. Quant à la présente annexion la municipalité d'Ascot nord recevra une indemnité de mille dollars."

suitable, but, such gifts must not exceed the sum of six thousand dollars annually; the gifts made to date in the form of grants in aid of such organizations are declared to have been validly and legally made."

7. Section 92 of the act 1 George VI, 1937, chapter 105, replaced, for the city, by section 13 of the act 14 George VI, chapter 86, is again replaced by the following:

"92. In addition to its present powers, the city may assess the properties and the owners of land for all the work mentioned in paragraphs 1 and 3 of section 429 of the Cities and Towns Act for one-half of the cost of the work carried out in front of such immoveables including retaining walls the cost whereof shall be paid half by the city and half by the owner whose property is situated on the street where the retaining wall has been erected; if an immovable is bounded on more than one side by a street, lane or public place, and sidewalks or walls are built on each such street, lane or public place, the owner shall pay as above stated for the cost of such works on each such street, lane or public place."

Assess-
ment.

8. The assessment of immoveables and the collection of taxes effected by the city of Sherbrooke for the work above mentioned since 1950 and especially under by-laws 677 and 718 are ratified and validated.

Assess-
ments va-
lidated.

9. Section 5 of the act 15-16 George VI, chapter 70 is replaced by the following:

"5. Articles 50 and following of the Municipal Code respecting the division of assets and liabilities shall apply to the annexation enacted by the act 14-15 George VI, chapter 75. As to the present annexation the municipality of Ascot Nord shall receive an indemnity of one thousand dollars."

Provisions
to apply.

1951-52,
c. 70,
s. 11,
remp.
Emprunt
autorisé.

10. L'article 11 de la loi 15-16 George VI, chapitre 70 est remplacé par le suivant :

"11. Pour les fins susdites, le conseil pourra emprunter une somme n'excédant pas huit cent mille dollars, par règlement subordonné à l'approbation de la Commission municipale de Québec et du ministre des affaires municipales, conformément aux prescriptions de la loi concernant les règlements d'emprunt, sauf la nécessité de soumettre ledit règlement à l'approbation des électeurs propriétaires."

Pension
autorisée.

11. La cité est autorisée à payer au trésorier actuellement en fonction une pension de quatre mille dollars par année, à compter de sa mise à la retraite.

Entrée en
vigueur.

12. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

10. Section 11 of the act 15-16 George VI, chapter 70 is replaced by the following:

1951-52,
c. 70,
s. 11, re-
placed.
Loan au-
thorized.

"11. For the above purposes, the council may borrow a sum not exceeding eight hundred thousand dollars, by by-law subject to the approval of the Quebec Municipal Commission and of the Minister of Municipal Affairs, in accordance with the provisions of the law respecting loan by-laws, save the necessity of submitting the said by-law to the approval of the electors who are proprietors."

11. The city is authorized to pay to the treasurer actually in office a pension of four thousand dollars per year, starting from his superannuation.

Pension
author-
ized.

12. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.